

ARRÊTÉ
N° 2021-DDT-SRECC-UPR-8
du **29 NOV. 2021**

**approuvant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles
« inondations » de la commune de BASSE-HAM.**

Le préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9, R.123-1 à R.123-32, R.125-9 à R.125-14 et R.562-1 à R.562-11-9 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 à R.151-53 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R.132-1 ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention naturels prévisibles ;

Vu le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-009-DDE/SAU du 7 avril 1998, portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » de la commune de Basse-Ham ;

Vu la décision de l'Autorité environnementale n° F-044-17-P-0092 du 23 août 2017 exemptant le projet de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » de la commune de Basse-Ham de l'évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-14-DDT/SRECC/UPR du 18 octobre 2017 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » de la commune de Basse-Ham ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-DDT-SRECC-UPR-20 du 16 octobre 2020 prorogeant le délai de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » de la commune de Basse-Ham ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté SGAR n° 2015-328 en date du 30 novembre 2015 approuvant le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;

Vu le bilan de la concertation avec la population de la commune de Basse-Ham établi par le directeur départemental des territoires de la Moselle ;

Vu l'avis favorable avec réserve, émis le 21 janvier 2021 par le conseil municipal de Basse-Ham, dans le cadre de la consultation préalable sur le projet de révision du PPRI ;

Vu la réponse du 30 novembre 2020, ne faisant part d'aucune observation, de Monsieur le président de la chambre d'agriculture de la Moselle, dans le cadre de la consultation préalable sur le projet de révision du PPRI ;

Vu la réponse du 8 janvier 2021 de Madame la présidente de la chambre des métiers et de l'artisanat, faisant part de quelques observations, dans le cadre de la consultation préalable sur le projet de révision du PPRI ;

Vu l'avis réputé favorable en l'absence de réponse dans un délai de 2 mois, de Monsieur le directeur du centre régional de la propriété forestière de Lorraine Alsace, dans le cadre de la consultation préalable sur le projet d'élaboration du PPRI ;

Vu l'avis réputé favorable en l'absence de réponse dans un délai de 2 mois, de Monsieur le président de la chambre de commerce, d'industrie et de services de la Moselle, dans le cadre de la consultation préalable sur le projet d'élaboration du PPRI ;

Vu la proposition de présentation à l'enquête publique du directeur départemental des territoires de la Moselle du 18 février 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-93 du 7 mai 2021 portant ouverture d'une enquête publique préalable à l'approbation de la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » de la commune de Basse-Ham ;

Vu les observations formulées lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 mai au 2 juillet 2021 ;

Vu le rapport du 14 juillet 2021 par lequel le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable motivé sur le projet de révision du PPRI ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » est approuvée sur le territoire de la commune de Basse-Ham ;

Article 2 : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations » prévient le risque aux personnes et aux biens, en réglementant l'occupation et l'utilisation du sol.

Le plan de prévention comporte :

- un rapport de présentation, indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes pris en compte et leurs conséquences possibles ;
- un règlement, précisant, en tant que de besoin, les mesures de prévention, de protection, de sauvegarde ou d'interdiction relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des

- constructions, des ouvrages ou des espaces mis en culture ou plantés ;
- un plan de zonage qui définit les emprises des différentes zones de risques.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'État dans le département. L'arrêté sera affiché en mairie et au siège de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville, durant un mois. La mention de l'affichage de l'arrêté sera insérée dans le journal « Le Républicain Lorrain » ;

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée, au maire de Basse-Ham pour affichage, au président de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville pour affichage, au directeur départemental des territoires de la Moselle, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est et au directeur du service interministériel de défense et de protection civile de la Moselle ;

Article 5 : Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public, à la mairie de Basse-Ham, au siège de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville et à la direction départementale des territoires de la Moselle (SRECC-UPR 17 Quai Paul Wiltzer 57036 METZ CEDEX 1) ;

Article 6 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Basse-Ham, le président de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville, le directeur départemental des territoires de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Metz, le 29 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Olivier Delcayrou

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.